

## **Inquietudes** *Pierre Péguin, mai 2017*

On pouvait penser que le nucléaire français ait suffisamment de plomb dans l'aile pour espérer sa décrue, à défaut de son arrêt que nous sommes nombreux à revendiquer. Il n'en est rien, l'élection de E. Macron et la nomination d'E. Philippe issu d'Areva (voir le communiqué de l'Observatoire du nucléaire ci-dessous) renforcent le lobby et nous font craindre le pire.

En particulier le projet de relance de la filière plutonium, par la construction du réacteur Astrid à Marcoule nous menace de plus en plus à mon avis. Je ne serais pas étonné que la décision formelle de construction soit donnée prochainement, quel qu'en soit le coût, le « rayonnement de la France »\* n'ayant pas de prix...

\* « *Le rayonnement de la France* » Gabrielle Hecht, ed Amsterdam 2014.

### **Pourquoi et comment se prépare la construction du réacteur Astrid à Marcoule.**

Depuis sa création, le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) travaille à la mise au point de réacteurs dits « RNR, réacteurs à neutrons rapides », ou encore « de 4<sup>ème</sup> génération ». Il prend une part active au forum international GEN 4. Il s'agit de la filière plutonium (avec refroidissement par le sodium) considérée comme « française », contrairement aux réacteurs à eau pressurisée construits par EDF sous licence Westinghouse. Elle utilise le plutonium comme élément fissile, et c'est pour cela qu'a été développé à la Hague le « retraitement » des combustibles usés des réacteurs, pour en extraire le plutonium (élément excessivement dangereux recherché aussi par les militaires pour la bombe). Elle est présentée comme « durable » car pouvant théoriquement régénérer du plutonium en même temps qu'elle en consomme.

Depuis les fiasco de Phenix et de superphenix, et la fermeture du réacteur Monju au Japon. Le CEA a besoin de relancer un projet pour entretenir et développer le « savoir faire » dans ce domaine. Les polytechniciens du corps des mines du CEA, qui déterminent la politique nucléaire des gouvernements, ont obtenu sous Sarkozy avec le soutien de Rocard, puis de Hollande, l'autorisation et les crédits pour élaborer le projet de construction à Marcoule d'un prototype appelé Astrid. Des équipes y travaillent, à Lyon, Saclay, à **Cadarache** le réacteur Jules Horowitz est en construction pour tester les matériaux et alliages qui y seront utilisés, mais il connaît lui aussi de lourds dépassements de coûts et de délais... à **Marcoule** les terrains nécessaires à la construction sont retenus sur la commune de Chusclan; de plus Atalante, institut de chimie séparative lié à l'université de Montpellier a été créé pour étudier la séparation du plutonium de ses voisins dits « actinides mineurs »\*.

*\*il s'agit de les séparer du plutonium, puis de les soumettre au bombardement neutronique pour les transmuter en radionucléides de vie moins longue et moins difficiles à gérer. Tout cela permet de faire passer "Astrid" comme "incinérateur" (!) des actinides, et de relever ainsi de la loi sur la gestion des déchets, et donc d'être budgétisée.*

**Pour plus de détails sur Astrid voir le texte en P.J.**

**C'est la relance par le haut du nucléaire français à laquelle adhère la classe dirigeante.** Ce projet est très grave, il relance le nucléaire français plombé par les EPR de Flamanville et de Finlande et la quasi-faillite d'Areva et d'EDF. De plus, ce réacteur est de la plus grande dangerosité, refroidissement assuré par le sodium liquide, utilisant le plutonium. Il reprend les choix technologiques mis en œuvre à Morestel pour Superphénix dont il aura la puissance moitié.

Ce projet avance subrepticement, en partenariat avec le Japon. D'après Thierry Ribault (blog du 21 avril), le 21 mars dernier, le ministre de l'Industrie Hiroshige Seko et la ministre de l'environnement et de l'énergie Ségolène Royal ont signé un accord de collaboration pour le prototype ASTRID pour compenser l'arrêt définitif, en décembre 2016, du surgénérateur japonais de Monju, gouffre financier avec des avaries en répétition, et qui n'aura produit de l'électricité que durant six mois.

Ce partenariat donne plus de crédibilité au CEA pour obtenir la décision de lancer la construction d'Astrid. Gageons qu'après les prochaines échéances électorales, le feu vert sera donné pour ouvrir le chantier, « la grandeur » de la France n'a pas de prix.

## **Observatoire du nucléaire - Communiqué du 15 mai 2017**

[www.observatoire-du-nucleaire.org](http://www.observatoire-du-nucleaire.org)

**Edouard Philippe, impliqué dans le pillage de l'uranium du Niger par Areva... .. et dans un conflit d'intérêt en tant que maire du Havre au profit de son ancien employeur Areva**

L'Observatoire du nucléaire dénonce la nomination au poste de premier ministre de M. Edouard Philippe qui n'est en rien le personnage "modéré" que la communication macronienne tente de mettre en scène. Bien au contraire, M. Philippe a les mains très sales, ou plutôt... **radioactives**. En effet, lorsqu'il travaillait **pour la multinationale atomique Areva**, il a participé à de sombres manœuvres **dans les coulisses uranifères de la Françafrique**.

En octobre 2007, Edouard Philippe est nommé directeur de la communication et directeur des affaires publiques d'Areva. Son activité principale est alors de **s'assurer de la collaboration de parlementaires acquis au lobby de l'atome**. Il est ainsi en contact rapprochés avec Marc Vampa, député de l'Eure et président du groupe d'amitié France-Niger à l'Assemblée Nationale (\*).

C'est précisément pendant cette période, le 13 janvier 2008, qu'**un accord est signé entre Areva et le pouvoir du Niger** concernant l'exploitation de l'uranium, accord immédiatement contesté par le *Mouvement des Nigériens pour la justice*, mouvement touareg en rébellion contre le pouvoir centrale de Niamey. En effet, les maigres revenus de l'uranium, **largement sous payé depuis des décennies par Areva**, ne bénéficient en rien à la population, et encore moins aux Touaregs, alors que les mines d'uranium sont situées dans leurs zones traditionnelles de vie.

Il est donc logique de considérer que les manoeuvres en coulisse de M Philippe ne sont pas étrangères **aux graves troubles qui ont eu lieu par la suite dans la zone sahélienne** (Niger/Mali) et dans le fait que, poussés par la misère, des groupes Touaregs aient fini par s'allier à des mouvements djihadistes.

Mais, surtout, il est légitime de se demander pour qui agit M Philippe lorsqu'il est en charge des affaires publiques, que ce soit auparavant comme maire du Havre et désormais comme premier ministre.

Une première réponse est apportée par le fait que, à peine assis dans le fauteuil de maire du Havre (aimablement offert par son prédécesseur qui a démissionné en cours de mandat !), **Edouard Philippe a offert un pont d'or... à son ancien employeur Areva**, pour qu'il installe deux usines d'éoliennes off-shore, **projet finalement abandonné piteusement en septembre 2016** : il serait intéressant d'enquêter pour voir **ce que la sympathie d'Edouard Philippe pour Areva a finalement coûté aux citoyens-contribuables...**

On notera d'ailleurs que, de 2007 à 2010, **M. Philippe a cumulé sans état d'âme son poste chez Areva et son mandat d'adjoint au maire du Havre** mais, aussi, que la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) lui a infligé un blâme pour avoir refusé de fournir des informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.